

doivent commencer ces régies et où doivent-elles finir? A qui, dans l'état actuel de notre économie, accorderons-nous des subventions? Il est facile de réclamer des régies. Je ferais chorus si elles me semblaient un remède efficace.

Quelle mission le premier ministre confie-t-il au comité? Si les régies s'imposent, nous les remettrons en vigueur. Mais qui viseront-elles? Les cultivateurs qui ont doublé le prix de leurs produits depuis 1939? Les producteurs de denrées alimentaires qui ont doublé leurs frais?

M. ARGUE: Tous les produits de la ferme sont déjà réglementés.

M. HARTT: Il ne s'agit pas de choses essentielles...

M. ARGUE: Osez tenir ce langage dans les campagnes.

M. HARTT: Mes oreilles bourdonnent des discours au sujet des pauvres cultivateurs. Nous allons bientôt mâcher le repas du cultivateur avant de le lui porter à la bouche. Dites-moi...

M. McMASTER: Voilà le programme du parti libéral.

M. KNOWLES: Qu'en pense l'honorable député de Fraser-Valley (M. Cruickshank)?

M. MacNICOL: Il hoche la tête.

M. HARTT: J'espère qu'on ne me tiendra pas compte du temps que j'ai perdu à répondre aux questions des honorables députés. Qu'on prenne n'importe quel tableau et qu'on dise sincèrement si les prix des vivres ne sont pas montés de 200 p. 100 depuis 1939. Voici un graphique que publiait le *Times*, de New-York, dimanche dernier. Je veux bien le porter au compte rendu et permettre à quiconque d'en contester, s'il le peut, l'exactitude. Si l'on pense à ses commettants, il est peut-être possible d'obtenir quelques votes de plus chez les agriculteurs; dans ce cas, on peut bien continuer à affirmer; mais la vérité a ses droits. Je représente une circonscription urbaine. Si nous devons payer le beurre 71c. la livre, c'est parce qu'on nous chante en cette enceinte qu'il ne faut pas parler de l'agriculteur. Mais il faut tout de même dire à l'agriculteur que nous savons ce qu'il nous en coûte aujourd'hui. Selon le *Times*, de New-York, les produits industriels ont monté de 162 p. 100; mais s'il faut rétablir les régies, devra-t-on les imposer au niveau actuel des prix? Les membres du parti C.C.F. seraient-ils de cet avis? Voudraient-ils aussi qu'on accorde des subventions à l'agriculteur, qui a vu doubler le prix de ses produits? Ce ne serait ni pratique, ni inacceptable. Non, ce n'est pas à souhaiter, car si l'on s'en tient

à ce qui s'est passé en Angleterre et en Russie soviétique, les régies et les subventions sont le plus court chemin vers la banqueroute.

Si le premier ministre Attlee a été obligé de dire: "Il faut accroître notre production, mais il ne faut pas que nos ouvriers réclament d'autres augmentations de salaires..." et ce sont bien ses paroles; si Bevin et sir Stafford Cripps ont été obligés de parler en ce sens, que serait-il arrivé à l'économie canadienne si la C.C.F. avait été au pouvoir ici? Le parti aurait eu recours aux mêmes mesures. L'Angleterre verse aujourd'hui un milliard et demi en subventions, et elle ne sait comment s'y prendre pour les supprimer. Cette proposition ne me semble donc pas pratique. J'ai lu dans une lettre publiée dans le *Citizen* que le lait est aussi cher en Ecosse qu'au Canada. Il se vend environ quatorze cents la pinte, et je suis prêt à vous montrer, pour vous le prouver, cette lettre d'un visiteur d'Angleterre. Ainsi, en réclamant le rétablissement des subventions et la réglementation de l'économie au Canada, vous vous leurrez et vous leurrez aussi la population canadienne.

D'autre part vous dites: "Nous avons proposé un amendement et si vous ne l'acceptez pas, nous ferons la grève." Les honorables députés sont certes trop soucieux du bien public pour faire des déclarations de cette nature. Ils savent qu'elles sont leurs obligations envers le public, et si le Gouvernement actuel se trompe en préconisant un remède quelconque, les honorables députés pourront mieux servir la cause publique en faisant partie du comité qu'en faisant la grève, car ils pourront y préconiser des moyens d'améliorer la situation. Personnellement je ne pense pas qu'ils fassent la grève, mais ils veulent se faire entendre au Parlement et à l'extérieur pour le bénéfice de leurs électeurs.

Les membres du Crédit social n'aiment pas le mot "récente" qu'on trouve dans le projet de résolution. Monsieur l'Orateur, le mot "récente" est bien justifié, comme les honorables députés le verront en consultant un graphique financier publié par le *New York Times*. Il indique bien clairement que le coût de la vie a augmenté sensiblement depuis 1946, non seulement au Canada mais aux Etats-Unis également. Il en va de même pour l'Angleterre et les autres pays. Si la période écoulée de 1946 aux premiers mois de 1948 est caractérisée par cette hausse, je dirai au chef du troisième parti de l'opposition que l'augmentation est récente. Les honorables députés savent ce qui s'est passé durant le cataclysme mondial qui vient de prendre fin et quel bouleversement économique général en est résulté.

Lorsque le premier ministre, dans son discours à la Chambre, a déclaré que les con-